Le ministre des Finances en a annoncé hier l'organisation

Des assises consacrées à la réforme fiscale, une première en Algérie

Page 2

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5127 - Lundi 20 juillet 2020 – Prix : 10 DA

Présidence

Abdelmadjid Tebboune accorde une entrevue à des responsables de médias nationaux

Page 2

Pr Ismaïl Mesbah a pris ses fonctions de ministre délégué

Réforme hospitalière, le chantier est ouvert

Page 3

● 535 nouveaux cas et 10 décès en 24 heures / Baisse des contaminations, mais vigilance...

Page 2

Cataclysme soit, mais de basse intensité

Par Mohamed Habili

Pour la première fois de leur histoire les Etats, ces monstres froids, ayant à choisir entre la santé de leurs citoyens et celle de leurs économies, ont choisi la première au détriment de la seconde, tout en sachant que les deux sont quelque part liées. L'un ou l'autre d'entre eux, ou tous en même temps, dont l'économie s'installe durablement dans une crise «systémique», comme on dirait aujourd'hui pour éviter l'épithète de «structurelle», bien plus inquiétante en effet, ne tarderait pas à voir son système de santé en subir les contrecoups. On peut mourir du covid-19, certes, mais on le peut tout autant de la dégradation des conditions de vie suite à une dépression économique. On peut même échapper à la maladie et cependant être emporté par cette dernière. Ce qui est certain en revanche, c'est qu'il est impossible de connaître le premier mal sans tomber dans le second, pour ceux bien sûr qui dans le monde auront échappé à travers les mailles que le virus tisse depuis maintenant plus de six mois autour d'eux et de chacun. Tout cela est aussi vrai que triste. Ce n'est pas une raison de noircir le tableau plus qu'il ne l'est déjà. Pour peu que le virus soit réellement devenu plus contagieux mais en même temps moins mortel, la cohabitation avec lui s'en trouvera grandement facilitée. Et dans ce cas, l'économie mondiale pourra repartir dans les meilleurs délais.

Suite en page 3

Grève des travailleurs de l'Etusa

La crise des transports ne fait que s'aggraver

Ph/E. Soraya/J. A.

Reprochant à leur tutelle le retard du versement des salaires, des primes de soutien au personnel, notamment celle en relation avec le danger lié au Covid-19, et de la prime spéciale décidée par la convention collective, les travailleurs de l'Etusa ont entamé, hier, une grève ouverte. Page 3

Intervenant à la Radio nationale

Arkab : le cap est fixé pour redynamiser le secteur des Mines

Page 2

Coronavirus

Le personnel de la santé, entre obligation morale et instinct de survie...

Page 4

Le ministre des Finances en a annoncé hier l'organisation

Des assises consacrées à la réforme fiscale, une première en Algérie

■ *Le ministre des Finances a annoncé, hier, l'organisation, aujourd'hui, d'Assises nationales consacrées à la réforme fiscale, «une première en Algérie».*

Par Meriem Benchaouia

S'exprimant sur les ondes de la Radio nationale, Ayman Benabderrahmane a précisé que ces dernières visent à «*briser les verrous*» qui ont fait fuir les Algériens du paiement des impôts en raison, notamment, des «*pressions*» exercées sur une catégorie particulière d'opérateurs au bénéfice d'une «*population*» qui s'est toujours placée en dehors de la sphère d'imposition. Selon lui, il est «*anormal*» que la fiscalité ordinaire soit majoritairement constituée par une retenue à la source, sous la forme d'un impôt sur le revenu. Il s'agit, désormais, dit-il, d'élargir cette dernière en procédant, notamment, à un recensement «*juste*» de la population fiscale et à un renforcement des capacités de recouvrement. Revenant sur le problème du manque de liquidité dans les bureaux de poste, le ministre a déclaré qu'il existe un problème, depuis des semaines, de longues queues se forment dès l'entame du service devant les guichets. Selon lui, le phénomène observé est dû à «*l'accumulation des pratiques*» qui durent depuis plusieurs années, promettant «*la révolution de la gouvernance des banques*». Commentant la réunion de samedi entre le gouvernement et les partenaires sociaux économiques, il a confirmé que le gouvernement vient de débloquer en leur faveur une première aide financière de 65,5 milliards de dinars afin d'assister les entreprises, publiques et privées confondues, victimes des contre-coups de la pandémie de coronavirus. Il a annoncé, dans ce sens, que d'autres dispositifs devraient suivre au profit de ces dernières, à la suite des travaux d'évaluation des comités d'experts installés par le Premier-ministre. «*Notre souci est de préserver le capital de production de ces entreprises, et partant, l'emploi, les objectifs cardinaux*», a-t-il déclaré. «*Les fonds sont là*», a-t-il affirmé, avançant des chiffres de 1 000 milliards de dinars et de 10 milliards de dollars, des sommes réservées au soutien de l'investissement productif, particulièrement celui destiné à contribuer à la substitution de produits importés. S'agissant de la réforme bancaire, Ayman Benabderrahmane a jugé que les banques n'ont pas joué le rôle attendu d'elles, en raison de «*pratiques*» qui les ont réduites à un état de «*tiroir-caisse*». Afin de lutter contre la «*stagnation des pratiques bancaires*», il a signalé qu'à travers la réforme attendue, il a été décidé de créer à leur niveau de nouveaux systèmes de gouvernance permettant d'introduire l'innovation dans leur fonctionnement, par le biais de la mise sur le marché de nouveaux produits. Exprimant l'intérêt de l'État pour la finance islamique, l'invité a considéré que celle-ci devrait permettre de mobiliser une bonne partie de l'argent détenu par le secteur informel. Il affirmé que la finance islamique est devenue une réalité depuis la promulgation par la Banque d'Algérie (BA) du règlement définissant les opérations y afférentes et les règles de son exercice, précisant que «*deux banques publiques vont offrir, d'ici le mois prochain, des produits de finance islamique conformes aux conditions stipulées*». Selon le ministre des Finances, la finance islamique devra attirer la liquidité financière thésaurisée ou celle circulant sur le marché parallèle, en sus de contribuer à l'allégement des incidences économiques causées par la pandémie de nouveau coronavirus en Algérie.

M. B.

Ph. > D. R.

Présidence

Abdelmadjid Tebboune accorde une entrevue à des responsables de médias nationaux

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé une entrevue à des responsables de médias nationaux lors de laquelle il a abordé nombre de questions internes et régionales, indique, hier, un communiqué de la Présidence de la République

«*Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a accordé, dans le cadre de ses rencontres périodiques régulières avec la presse nationale, une entrevue à des responsables de médias nationaux lors de laquelle il a abordé nombre de questions internes et régionales*», lit-on dans le communiqué.

L'entrevue a été diffusée hier à 21h00 sur les chaînes télévisuelles et radiophoniques nationales.

R. N.

535 nouveaux cas et 10 décès en 24 heures

Baisse des contaminations, mais vigilance...

L'ALGÉRIE a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de moins par rapport à hier (11), portant à 1 078 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a enregistré une baisse avec 535 cas, 66 cas de moins par rapport à hier (601), pour atteindre 23 084 cas confirmés.

R. N.

Intervenant à la Radio nationale

Arkab : le cap est fixé pour redynamiser le secteur des Mines

Niche d'emplois et créateurs de richesses, conforté par un fort potentiel naturel, le secteur minier constitue assurément un segment stratégique pour une intégration réussie du système productif national et la réussite de la relance économique qui se veut diversifiée. C'est en effet ce qu'a expliqué, hier, Mohamed Arkab, ministre des Mines, nouveau portefeuille créé lors du dernier remaniement ministériel en juin.

A ce titre, intervenant sur la Radio nationale, Mohamed Arkab, ministre des Mines, indiquera que la consécration du secteur des Mines, indexé auparavant à celui de l'Energie puis à l'Industrie, en département ministériel à part entière lors du dernier remaniement ministériel, «*relève de l'intérêt porté en haut lieu pour la redynamisation de l'industrie minière qui en raison des potentialités que recèle le pays viendra fortement appuyer la relance économique prônée par les pouvoirs publics, créer des postes d'emploi et une réelle valeur ajoutée*». Aussi, il expliquera que le développement du secteur, dont la feuille de route a été validée en Conseil des ministres, s'articule autour de quatre axes dont en premier celui de la refonte de la loi régissant les activités minières. Une révision qui s'impose en vue d'une meilleure attractivité des investisseurs locaux et étrangers. Le deuxième axe concerne l'actualisation et à la mise aux standards internationaux de la carte minière nationale. S'agissant du troisième pivot autour duquel devra se faire l'essor du secteur des Mines, Arkab évoquera la structuration, l'organisation et la gestion des mines et gisements existants. Quant au dernier point, il dira être dédié au renforcement de la formation de la ressource humaine du secteur. Ainsi, pour le ministre des Mines, la redynamisation des activités minières existantes devra passer par deux étapes dont la première inscrite à court et moyen terme, étalée sur une période de 3 à 12 mois. Concernant la deuxième étape, elle porte sur trois mines constituant actuellement la priorité du secteur, en l'occurrence celle de zinc à Oued Amizour dans la wilaya de Béjaia, qui fournira la matière première à l'industrie nationale et dont le surplus sera exporté. A ce sujet, il soulignera la finalisation des études relatives à l'exploitation de la mine de Ghar Djebilat dont l'entrée en exploitation en partenariat avec un partenaire étranger interviendra durant le premier trimestre 2021. Quant à la mine de phosphate située à l'est du pays, Arkab, évoquant un «*énorme projet intégré*», dira que sa mise en service effective s'opérera en 2021.

Enfin, relevant que «*la sous-exploitation du secteur minier et sa faible participation dans la dynamique économique et dans le PIB national renvoient au désintérêt des précédents gouvernements qui se sont éloignés de la vision des années 1970 visant à développer les ressources minières tant en surface que souterraines*», indiquera que l'Algérie compte quelque 1 000 matières minérales dont 70 millions de tonnes en minerais de fer réparties entre les mines d'El Ouanza et de Boukhadra, alors que 3 milliards T se trouvent à Ghar Djebilet. S'agissant du phosphate, il fera part de 2.5 tonnes se trouvant à Bir El Ater et ses environs.

Pour rappel, lors du Conseil des ministres du 12 juillet dernier, le président de la République a réitéré ses instructions concernant l'exploitation optimale et transparente de toutes les potentialités minières dont dispose le pays et des richesses naturelles nationales. Insistant ainsi sur la mise en exploitation, dans les plus brefs délais, de la mine de fer de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, du gisement de zinc et plomb d'Oued Amizour (Béjaïa) et la relance du projet de fabrication de produits phosphatés à El Aouinet (Tébessa). Outre d'avoir demander l'élaboration immédiate d'une carte géologique de tous les gisements exploitables en terres rares, en tungstène, en phosphates, en barite et autres matériaux, le Président s'est prononcé en faveur de textes juridiques autorisant l'exploitation des gisements aurifères de Djanet et de Tamanrasset par des coopératives de jeunes, pour la partie non exploitable industriellement, et lancer un partenariat pour les grands gisements.

Lynda Naili

Grève des travailleurs de l'Etusa

La crise des transports ne fait que s'aggraver

Reprochant à leur tutelle le retard du versement des salaires, les primes de soutien au personnel, notamment celle en relation avec le danger lié au Covid-19, et la prime spéciale décidée par la convention collective, les travailleurs de l'Etusa ont entamé, hier, une grève ouverte.

Par Thinhinene Khouchi

Ph.> D. R.

Les travailleurs de l'Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) ont entamé, hier, une grève décidée par le bureau syndical de l'entreprise. En effet, les bus de cette entreprise de transport étaient à l'arrêt dans les différentes communes de la capitale. Selon le chargé de communication de l'Etusa, Ahcène Abbas, «*les négociations engagées avec la direction générale de l'Etusa dès le 14 juillet afin de trouver une issue au différend n'ont pas abouti. Le partenaire social Ugta a donc décidé d'entamer, dès le 19 juillet, une grève ouverte jusqu'à satisfaction des revendications des travailleurs*». D'ailleurs, ces derniers reprochent à leur tutelle les retards du versement des salaires, des primes de soutien au personnel, notamment celle en relation avec le danger lié au Covid-19, et la prime spéciale décidée par la convention collective. Selon un receveur de l'Etusa, «*l'Aïd approche à grands pas et je n'ai jusqu'à aujourd'hui pas reçu mon salaire. Les retards de versement des salaires sont répétitifs et commencent vraiment à peser car on a des charges, un loyer, on a des familles à nourrir et elles ne peuvent pas attendre*». Et d'ajouter que «*même la prime de soutien qu'ils nous ont promis, on ne l'a pas encore reçue*» Cette grève du personnel de l'Etusa vient aggraver la crise du transport. En effet, le transport urbain privé n'a pas repris son activité intégralement. Depuis l'annonce de la reprise du transport en commun privé et des taxis, certains chauffeurs de bus ont refusé de reprendre leur activité sans une augmentation des tarifs de transport, vu que le gasoil, carburant utilisé par la quasi-totalité des transports en commun et des taxieurs, a enregistré une hausse de 5 dinars. Devant cette nouvelle grève, les usagers des transports qui déjà souffraient du service minimum des transports privés, vont devoir subir encore la grève des travailleurs de l'Etusa. «*Ce n'est vraiment pas le moment ! Déjà que c'est le service minimum en cette période de crise sanitaire chez le transport privé, la grève de l'Etusa vient s'ajouter à cela. C'est n'importe quoi !*», nous dira une jeune comptable qui travaille pour une société privée et qui a l'habitude de prendre le bus Etusa à la place Audin. Notre interlocutrice ajoutera : «*J'espère que cette grève ne durera pas, car personnellement je ne peux pas me permettre le taxi, vu qu'on a réduit mon salaire à cause de la crise de coronavirus*». Enfin, il est à noter que l'Etusa a indiqué sur sa page Facebook qu'elle s'excusait «*auprès de ses usagers pour tout désagrément qui peut survenir suite à cette grève*». Toutefois, même en grève, les travailleurs ont assuré hier le transport du personnel médical de façon normale. En effet, près de 1 000 employés et 157 bus sont mis à la disposition des personnels de la santé de 35 établissements hospitaliers à travers la wilaya d'Alger.

T. K.

Pr Ismaïl Mesbah a pris ses fonctions de ministre délégué

Réforme hospitalière, le chantier est ouvert

Les structures hospitalières nationales vont-elle connaître les réformes tant souhaitées et longtemps promises ? Le simple citoyen, qui a souvent enduré des dysfonctionnements et des anomalies parfois fatales pour sa vie et celle de ses proches, s'attend à du concret. Dans le but de mener à bien ce projet, le Président Tebboune a décidé de créer un ministère délégué chargé de la Réforme hospitalière. Le Professeur Ismaïl Mesbah, désigné dans ce poste, a pris ses nouvelles fonctions hier, lors d'une cérémonie présidée par le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid.

L'utilité de ce nouveau département n'est pas à démontrer et sa création révèle une volonté politique d'aller vers une véritable réforme. L'épidémie qui affecte le pays et les incidents de ces derniers jours y sont certainement pour quelque chose. Outre la situation sanitaire difficile que connaît le pays, les hôpitaux algériens sont, depuis des années, qualifiés de «*mouroirs*», malgré les nombreuses infrastructures réalisées et les gros budgets mobilisés. Si ce département ministériel porte, depuis des décennies, le nom de «ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière», force est de constater qu'aucune réforme digne de ce nom n'a été opérée. Pourtant, en l'état actuel des choses, malades ou soignants n'y trouvaient pas leurs comptes. Les patients et les associations de la société civile se sont toujours plaints des mauvaises conditions de prise en charge, le personnel médical et ses syndicats, eux, ne cessaient de dénoncer la violence et le manque de moyens. Même les responsables administratifs et politiques de ce secteur, face aux critiques qui fusent de partout, répétaient, à qui veut les entendre, avoir injecté des milliards et pris des mesures susceptibles de remédier à des situations pour le moins intenables. C'est dire l'urgence d'apporter les réglages nécessaires afin de satisfaire les revendications des uns et des autres et en finir avec des défaillances connues de tous mais qui continuent de miner ce secteur.

Pour mener à bien ce projet, tout a été mis en place pour que ce département soit opérationnel dans les meilleurs délais. D'ailleurs, au cours de cette cérémonie qui s'est déroulée au siège du ministère de la Santé en présence de l'ensemble des cadres de l'administration centrale, il a été également procédé à l'installation de Abdelhak Saïhi dans ses nouvelles fonctions de secrétaire général du ministère, ajoute la même source. Pour rappel, Pr Mesbah est spécialiste en infectiologie et exerçait au niveau de l'Etablissement hospitalier des maladies infectieuses El-Hadi-Flici (ex-El-Kettar), à Alger. Il a déjà assuré plusieurs fonctions supérieures dans le secteur de la Santé. M. Saïhi a également occupé plusieurs postes supérieurs durant son long parcours professionnel. Dans une brève allocution à cette occasion, M. Benbouzid a relevé que le secteur de la Santé vient d'être renforcé par la nomination de ces deux compétences, lesquelles «*vont certainement conjuguer leurs efforts dans une perspective d'amélioration de la santé par la garantie d'un service public de qualité et la protection de tous les citoyens, notamment en cette période d'évolution dangereuse que connaît la pandémie de Covid-19*».

Aomar Fekrache

LA QUESTION DU JOUR

Cataclysme soit, mais de basse intensité

Suite de la page une

A supposer que les Etats la laissent aller plus mal qu'elle ne l'est déjà. S'ils ont préféré dans un premier temps la santé de leurs citoyens à celle de leurs économies, c'est au fond pour une raison purement économique. Le Grand Confinement comme certains l'appellent déjà, comme s'ils parlaient depuis un lointain avenir, pourrait bien viser à sauver moins les hommes que leurs économies. Deux ou trois semaines de confinement plus ou moins sévère selon les pays, ça vaut toujours mieux qu'un désastre économique irrattrapable. Mais nulle part il n'est question de reconfiner en grand une deuxième fois au motif que l'épidémie n'en finit pas de se propager, ou pire encore, de reprendre du poil de la bête dès la levée du confinement. Ce qui du reste s'observe à peu près partout dans le monde. La situation à cet égard est suffisamment mauvaise pour ne pas avoir besoin d'en rajouter. Et d'abord, il n'y a pas de crise économique, il y a arrêt de certains secteurs de l'économie. Il est en tout cas archifaux de comparer la crise actuelle avec les crises de 2008 et des années 1930. Ces deux-là sont des crises du capitalisme. A ce titre de véritables crises systémiques. Il en surviendra d'autres du même acabit, aussi longtemps que le capitalisme continuera d'exister. La crise économique pour fait d'épidémie n'est pas quant à elle une crise systémique. L'épidémie a contraint des secteurs entiers d'activité soit à l'arrêt soit au ralentissement temporaires. L'économie repartira dès qu'elle aura elle-même reflué. Ou dès lors que le virus sera devenu moins dangereux, ce qui semble être déjà le cas. Elle ne repartira pas au contraire si le virus tend à devenir plus dangereux. La crise actuelle se laisse plus facilement comparer à une catastrophe naturelle de dimension planétaire. Impossible toutefois d'en donner un exemple tiré du passé, parce que c'est la première fois que cette chose-là arrive. La seule image qu'on puisse à la rigueur invoquer en l'occurrence, ce serait celle d'un cataclysme. Mais qui ne serait tout de même pas de l'envergure d'une extinction des espèces, comme celle qui par exemple a emporté les dinosaures, à supposer qu'elle se soit réellement produite. D'un cataclysme soit, mais dont beaucoup réchapperont.

M. H.

Coronavirus

Le personnel de la santé, entre obligation morale et instinct de survie...

En prenant à bras le corps la lutte contre la pandémie de coronavirus, les professionnels de la santé font montre d'une abnégation et d'une bravoure méritoires, tant leur mission s'apparente au sacrifice suprême. Cela est d'autant plus vrai qu'en sus d'exercer dans un contexte extrêmement délicat, ils sont la cible d'agressivité injustifiée.

Par Mekioussa Chekir

Ph. > D. R.

«*Nous avons abandonné familles et foyers et risquons nos vies pour sauver les vôtres, restez chez vous !*». Ce message, sans cesse relayé sur les réseaux sociaux et autres supports par des professionnels de la santé, a bouleversé plus d'un. Et pour cause : il exprime le désarroi des médecins, infirmiers et autres personnels du secteur qui, se trouvant sur la ligne de front contre le Covid-19, n'en sont pas moins exposés.

Ceux qu'on a gratifiés de l'expression «*les soldats blancs*» se sentent, en effet, tenaillés entre l'appel du devoir, leur serment d'exercer en toutes circonstances et l'instinct de survie. Un sentiment inné qui cède souvent le pas à une hantise autrement plus pressante : celle d'épargner la vie de leurs proches. Et quel que soit l'établissement de santé publique dans lequel ils exercent, ils sont unanimes à évoquer «*des conditions pénibles, sur fond de stress permanent*», mais auxquelles ils ne peuvent et ne veulent se défaire. Si certains ont été légalement exempts d'exercer durant cette conjoncture exceptionnelle, la majorité des effectifs a continué à être en poste, en dépit des risques encourus pour leur intégrité physique, voire morale : «*Nous sommes conscients des dangers auxquels nous nous frottons en permanence, mais nous ne pouvons faire autrement. Si nous désertions tous les hôpitaux qui soignera les malades ?*», s'interroge Salim M., infirmier au CHU Mustapha-Pacha. Tout en déplorant la hausse des cas positifs, due «*grandement à l'inconscience de la population*», il ajoute que l'affluence des cas positifs est telle que l'endurance de l'encadrement médical s'en est ressentie. «*Certains collègues n'ont pas vu leurs familles depuis des mois. C'est un sacrifice énorme, mais ils demeurent mobilisés en dépit de tout !*», poursuit-il.

Un rythme infernal....

Le témoignage de ce praticien exerçant au CHU de Sétif, l'un des plus importants foyers du virus, est à lui seul édifiant : «*Depuis le 15 mars, nous sommes mobilisés au quotidien face à cette pandémie et sommes soumis à un rythme infernal qui a conduit à un épuisement des équipes médicales*», assure Dr Nadim Soualili, résident en chirurgie générale. Dotée de 28 lits, cette unité est l'une des 5 entièrement dédiées au Covid-19. «*Notre service est en permanence occupé par des malades lourds, souvent âgés avec des antécédents pathologiques*», ajoute le résident.

Avec les contaminations en progression, ces services connaissent une «*grande tension, si bien que les respirateurs fonctionnent à basse pression*», relève-t-il, avant de souhaiter que les deux citernes d'oxygène, un don de bienfaiteurs, soient «*rapidement fonctionnelles*». Mais ce qui rend la tâche encore plus ardue, c'est qu'en sus du suivi des cas infectés par le coronavirus, cette équipe pluridisciplinaire assure la prise en charge des urgences chirurgicales ordinaires. D'où «*la cadence insoutenable*», observe-t-il, avant d'évoquer les risques encourus : cinq contaminations confirmées et deux cas suspects recensés à ce jour au sein de ce service. «*Parmi ces cas positifs, celui d'un résident qui, une fois sa convalescence à terme, a regagné son poste et repris son rythme habituel de travail*», informe Dr Soualili, rappelant le décès, survenu le 8 juillet courant, du chef de service radiologie des urgences médico-chirurgicales du CHU dont il évoquera «*la mobilisation jusqu'au bout*» face à ce redoutable virus. En plus des précautions à envisager pour éviter d'être impactée à son tour, l'équipe médicale se doit de préserver la vie de ses proches. «*Ce qui a amené la majorité d'entre nous à se regrouper dans des appartements et à éviter tout contact avec ces derniers !*», explique-t-il, se réjouissant que les autorités locales aient mis récemment à la disposition du personnel du CHU deux hôtels de la ville. Abordant la question de la sécurité, le praticien s'indigne contre «*les agressions quasi quotidiennes*» endurées par les équipes médicales, assurant que «*les gardes de nuit sont rythmées par des bagarres, face auxquelles surveillants médicaux et agents de sécurité s'avèrent dépassés. Mais quelle que soit la difficulté de la tâche, nous continuerons à l'assumer car l'Algérie a besoin de nous en ce moment délicat !*», lâche, avec conviction, le Dr Souahili, insistant pour que les citoyens respectent les gestes barrières à même de rompre la chaîne de transmission du virus. «*Nous n'arrivons pas à comprendre l'inconscience et le déni dont font preuve certains. Ecrivez que c'est là un appel de détresse que nous lançons à leur adresse !*», conclut-il, désemparé. Assurant la coordination de l'équipe en charge du suivi psychologique des patients atteints de Covid-19 à l'EPH de Rouiba, le Dr Nadia Saadaoui, psychologue-clinicienne, qualifie de «*légitime la peur face à une maladie inconnue*». Un sentiment auquel sont sujets également praticiens et autre personnel de la santé, reconnaît-elle. «*J'ai des enfants et vis avec ma belle-mère de 85 ans. Ma préoccupation principale est de ne pas les contaminer, en dépit des mesures de protection que nous prenons !*», témoigne-t-elle.

«*Dans l'inconscient des malades, le coronavirus renvoie à la mort. Il s'agit donc de gérer leur stress mais aussi celui de leurs proches*», souligne-t-elle, regrettant l'agressivité verbale qu'expriment «*fréquemment*» ces derniers et que l'équipe de psychologues qu'elle coordonne tente de maîtriser «*calmement*».

«*Nous devons rendre hommage à tout le personnel médical car il n'est pas du tout évident de lutter contre un adversaire invisible. Nous avons beau dire qu'ils se protègent contre le coronavirus, cela n'a pas empêché que des professionnels de la santé en soient décédés !*», réagit le Dr Mohamed Berkani Bekkat, président du Conseil national de l'Ordre des médecins algériens. Tout en qualifiant le personnel de la santé de «*dernier rempart*» contre le coronavirus, le Dr Bekkat considère que «*la meilleure façon de lui rendre hommage serait de se pencher sur ses conditions d'exercice, actuelles et à venir, de le protéger et de le défendre*», déplorant les agressions verbales et physiques dont ils font parfois l'objet. «*Il est inacceptable qu'ils soient pris entre le marteau d'une minorité de citoyens qui déverse sa colère sur lui et l'enclume du devoir professionnel. Ces derniers ne doivent pas se tromper de cible, s'il y a des dysfonctionnements du système de santé à dénoncer, qu'ils s'en plaignent auprès des concernés !*», s'insurge-t-il, avant de faire remarquer que pareils actes «*ne datent pas d'aujourd'hui*». Commentant les récentes dispositions prises par le Président Tebboune, dans le sens d'une meilleure protection des professionnels de la santé, le Dr Bekkat s'est félicité que celles-ci aient été vite appliquées à l'encontre d'auteurs d'agressions récentes, souhaitant que ces sanctions «*fassent date pour servir d'exemple !*».

Pour le président du Syndicat des praticiens de la santé publique (Spsp), Lyés Merabet, cette situation sanitaire exceptionnelle est en train «*d'impacter négativement la bonne marche des services de santé, de manière générale, et de peser sur l'état physique et psychique des professionnels de la santé, en particulier*». Déplorant également le phénomène de la violence, sous toutes ses formes, visant le corps soignant, il a, à son tour, «*salué les mesures prises en urgence par les plus hautes autorités du pays pour répondre au besoin et à l'obligation de protection de tous ces fonctionnaires sur leur lieu de travail !*», mettant en exergue «*la mise en place d'un cadre réglementaire criminalisant ces actes ainsi que les instructions fermes adressées aux Parquets et aux différents services de sécurité pour réagir et s'autosaisir devant chaque situation posée*».

Rappelant que cet aspect a figuré parmi les revendications portées, depuis des années, par ce syndicat, son président préconise néanmoins «*d'autres mesures aussi nécessaires*», citant le dispositif de vidéosurveillance au niveau des points sensibles des structures de santé, «*la sensibilisation*» de la population dans le sens d'une plus grande implication dans la lutte contre ce fléau ainsi que «*l'amélioration*» des conditions d'accueil et de prise en charge des citoyens.Depuis que le 1er décès, celui d'un ambulancier à l'EHS de Boufarik (Blida), a été annoncé fin mars, le personnel médical ne cesse d'être impacté par ce nouveau virus. Ce décompte macabre est devenu plus fréquent, parallèlement à la courbe haussière des contaminations constatée depuis quelques jours. Début juillet, l'Algérie a déploré la perte de quatre médecins émérites en l'espace de quelques heures, Belhamra Mohamed, Chebila Samir, Houhou Mohamed et Refaoui Mourad. Le bilan le plus actualisé, communiqué jeudi dernier par le ministre du secteur, fait état de 38 décès et 1 970 contaminations parmi les blouses blanches.

Autant de vies fauchées par le coronavirus qui, ce faisant, rogne une corporation déjà en mal d'effectifs, face à un «*antagoniste*» aussi largement déployé. Une situation qui a conduit certaines structures de santé à envisager des alternatives d'urgence, à savoir le recours au volontariat et à la sollicitation de médecins et paramédicaux retraités.

M. K./APS

Pour concrétiser les objectifs fixés par le président de la République

Hydrocarbures : «Sonatrach mobilisera tous les moyens»

■ La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a indiqué, dimanche dans un communiqué, qu'elle mobilisera tous les moyens pour concrétiser les objectifs fixés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, notamment en matière de modernisation de sa gestion, d'amélioration de son efficacité opérationnelle et de sa compétitivité.

Ph/D. R.

Par Salem K.

«*Les décisions de Monsieur le président de la République, prises lors du dernier Conseil des ministres, réaffirment tout l'intérêt qu'accordent les hautes autorités de l'Etat à Sonatrach et à son devenir, et qui sont de nature à redynamiser les activités du Groupe en lui fixant des objectifs en vue de moderniser sa gestion, d'améliorer son efficacité opérationnelle et sa compétitivité et de valoriser sa ressource humaine qui demeure sa première richesse*», a précisé la même source.

A cet effet, Sonatrach a souligné qu'elle s'inscrivait «*pleinement dans la vision de l'Etat, qui prône notamment la consolidation de la base de réserves d'hydrocarbures, la mobilisation des découvertes pour augmenter les niveaux de production, le développement des activités de transformation pour valoriser les ressources du pays, la rationalisation et l'optimisation des dépenses afin de renforcer la capacité de résilience du Groupe et d'assurer sa profitabilité et sa pérennité*».

Pour atteindre ces objectifs, la compagnie nationale des hydrocarbures a décidé de poursuivre la concrétisation de son programme stratégique à travers des projets d'amélioration couvrant, entre autres, la modernisation de la fonction ressources humaines, l'implémentation d'un système d'information (ERP, digitalisation, etc.), la redynamisation de la fonction recherche et développement et la promotion du contenu local, a fait savoir le communiqué.

Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait instruit lors du dernier Conseil des ministres d'engager un audit profond au niveau de Sonatrach, dans le but d'évaluer son patrimoine, de réduire le nombre de ses représentations à l'étranger, de diminuer les postes de responsabilités qui ne sont pas liés au rendement ou à la rentabilité de l'entreprise, ainsi que le passage d'une gestion qui date d'une époque révolue vers une comptabilité analytique saine.

Le président de la République avait également relevé, lors de ce Conseil, la stagnation dans laquelle se trouve le secteur de l'Energie, empêtré dans les schémas de production classique et perdant de vue les énormes potentialités que recèle le pays.

Le chef de l'Etat a donné, en outre, des instructions précises en faveur de la relance des activités de prospection des réserves non exploitées et l'arrêt de toute importation de carburant et de produits de raffinage au 1er trimestre 2021.

S. K.

Energie

Total annonce la signature du financement du projet Mozambique LNG

La compagnie pétrolière française Total a annoncé, en fin de semaine, la signature de l'accord de financement externe du projet Mozambique LNG, qui représente un montant de 14,9 milliards de dollars (13 milliards d'euros). «*Ce projet, premier développement à terre d'une usine de gaz naturel liquéfié* (GNL) *du pays, comprend le développement des champs de Golfinho et d'Atum, situés dans la concession Offshore Area 1, et la construction de deux trains de liquéfaction d'une capacité totale de 13,1 millions de tonnes par an*», précise le groupe dans un communiqué. «*Le projet, qui représente un investissement total post-FID de 20 milliards de dollars, sera financé à hauteur de 14,9 milliards par des prêts directs et des prêts garantis octroyés par 8 agences de crédit à l'exportation, par 19 banques commerciales et par la Banque africaine de développement*», poursuit-t-il, ajoutant qu'il s'agit du plus grand financement de projet jamais réalisé en Afrique.

S. K.

Technologie

L'Inde prévoit de devenir le premier centre de fabrication de téléphones mobiles au monde

L'Inde compte surpasser la Chine et devenir le premier centre de fabrication de téléphones mobiles au monde, a indiqué, samedi, le ministre indien des Communications, de l'Electronique et des Technologies de l'information, Ravi Shankar Prasad.

«*En 2014, l'Inde comptait deux unités de fabrication de téléphones mobiles et en compte aujourd'hui 260. Nous sommes devenus le deuxième pays en termes de fabrication de téléphones mobiles et notre ambition est de passer à la première place*», a affirmé le responsable indien qui s'exprimait lors d'une vidéoconférence organisée à New Delhi à la mémoire d'un célèbre juriste indien.

Tout en affirmant que le secteur des applications en Inde «*connaît une croissance phénoménale*», le ministre indien a fait savoir que plus de 200 nouvelles applications indiennes ont été créées après l'interdiction, récemment, de dizaines d'applications chinoises.

Le gouvernement avait récemment interdit 59 applications chinoises pour des raisons de «*sécurité nationale et de confidentialité des données*», a-t-il rappelé, notant que «*les données des Indiens appartiennent aux Indiens et en aucun cas nous ne devons tolérer l'impérialisme des données*».En Inde, pays à 450 millions d'utilisateurs de Smartphones, plus de 500 millions de personnes sont connectées à Internet.

L'essor des réseaux 5G profite à Ericsson au deuxième trimestre

L'essor des réseaux de téléphonie mobile de cinquième génération (5G) et la progression des ventes de logiciels ont permis à Ericsson de dégager un bénéfice opérationnel supérieur aux attentes au deuxième trimestre.

L'équimentier télécoms suédois, qui connaît une période de relance depuis l'entrée en fonction en 2017 de son directeur général Borje Ekholm, ancien P-DG d'Investor AB, a publié pour la période un résultat opérationnel ajusté en hausse de 18 %, à 4,5 milliards de couronnes suédoises (430 millions d'euros).

La prévision moyenne des analystes ressortait à 3,36 milliards de couronnes, selon Refinitiv. A la Bourse de Stockholm, l'action Ericsson gagnait plus de 9 % à la mi-journée, en tête de l'indice paneuropéen Stoxx 600. Les ventes d'équipements pour les réseaux de téléphonie, l'activité principale du fournisseur, ont grimpé de 4 % au deuxième trimestre, en raison de l'obtention de contrats en Chine. Aux côtés des géants chinois Huawei et ZTE, Ericsson va équiper les réseaux commerciaux 5G des trois plus grands opérateurs de télécommunications de Chine : China Mobile, China Telecom et China Unicom. Ericsson a déclaré avoir remporté 99 contrats commerciaux pour équiper des réseaux 5G, tandis que Nokia en a déclaré 79.

Avec son concurrent finlandais, Ericsson devrait tirer profit de la décision prise par la Grande-Bretagne de ne plus utiliser d'équipements du groupe chinois Huawei pour son réseau télécoms 5G d'ici à 2027. «*Sur le papier* (le bannissement britannique) *devrait être une formidable opportunité pour Ericsson, en particulier s'il y a contagion à d'autres marchés*», a déclaré aux médias Ben Wood, analyste en chef de CCS Insight.

Amar F.

Moratoire sur la dette des pays pauvres

Le G20 temporise

Les ministres des Finances et chefs des banques centrales des pays du G20 ont tenu samedi une réunion étape sur leur réponse à la crise du Covid-19, annonçant qu'ils se prononceraient prochainement sur la prolongation du moratoire sur la dette des pays pauvres.

Face aux appels d'ONG mais aussi de la Banque mondiale à prolonger jusqu'en 2021 le moratoire décidé en avril, les représentants des vingt premières économies mondiales ont indiqué dans leur communiqué final qu'ils «*considéreraient une extension du dispositif dans les prochains mois, en fonction de l'évolution de la pandémie*». Ils se prononceront après réception d'ici à octobre – date de leur prochaine réunion –, «*des résultats d'un rapport du FMI et de la Banque mondiale sur les besoins en liquidité des pays éligibles*», est-il ajouté dans le texte. Le ministre français de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a indiqué, à l'issue de la réunion que le G20 était «*en bonne voie pour obtenir un accord*» sur la prolongation du moratoire, appelant à une décision «*le plus rapidement possible*». La visioconférence du G20 – présidé cette année par l'Arabie saoudite – a eu lieu alors que la pandémie continue de frapper un peu partout, notamment chez plusieurs de ses membres comme les Etats-Unis, le Brésil, le Mexique ou l'Inde. «*Si les perspectives restent hautement imprévisibles* (...)*, nous nous attendons à ce que l'activité économique globale se rétablisse à la réouverture graduelle de nos économies et grâce à l'impact des politiques mises en place* (pour la soutenir)», ont affirmé les ministres dans leur communiqué.

R. E.

Aïd el Adha au temps du coronavirus

Le Hodna dans l'expectative après la fermeture des marchés à bestiaux

Avec la fermeture par arrêté de wilaya des marchés à bestiaux dans la région du Hodna, depuis Ain El Melh à Amedjdel en passant par Ain LAhdjel, Ouled Madhi et Bensrour, pour prévenir la propagation du nouveau coronavirus, beaucoup de citoyens dans cette région à vocation pastorale pluriséculaire disent être dans l'expectative à quelques jours de la fête de l'Aïd El Adha.

Ph : D. R.

Par Walid B.

La fermeture des marchés à bestiaux a plongé dans l'expectative beaucoup de citoyens qui ont affirmé attendre une éventuelle nouvelle décision officielle sur le sacrifice du mouton, alors que certains ont exprimé leur détermination à accomplir ce rituel religieux en dépit de la pandémie, arguant qu'ils sont habitués à acquérir le mouton du sacrifice auprès d'éleveurs, amis et parents. Mohamed Missaoui, un des éleveurs les plus connus dans la région et qui possède des milliers de moutons, appuie les dires de ces citoyens mais relève que ceux qui faisaient leur commande habituellement quelques semaines avant la fête ne se sont pas encore décidés. Connaisseur des marchés des bêtes, l'éleveur ajoute : «*Ce qui rend plus difficile la vente des moutons cette année outre la fermeture des marchés, c'est la difficulté de se déplacer*». En temps normal, le cheptel de Missaoui est aisément écoulé dans les wilayas limitrophes et atteint sans grande peine Alger, selon ses propos. Djamel Mizzi, syndicaliste du secteur de l'Education, avoue de son côté «*guetter*» une décision officielle fixant les mesures préventives pour la réouverture des marchés à bestiaux dans les prochains jours, et explique que beaucoup de ses collègues et connaissances, y compris les employés et les enseignants à revenu moyen, attendent que l'Aïd s'approche davantage pour prendre la décision d'acheter le sacrifice ou non. Les ouvriers journaliers et certains artisans cherchent, pour leur part, les moyens de collecter l'argent nécessaire à l'achat du mouton et examinent les possibilités qui s'offrent à eux pour son acquisition auprès d'un éleveur qui accepterait un paiement étalé sur plusieurs mois. A ce sujet, Mohamed Meliani, fonctionnaire à la chambre régionale de l'artisanat de M'sila, chargé du dossier des artisans affectés par les répercussions du confinement sanitaire partiel, a indiqué que pour beaucoup d'artisans, il est très difficile cette année, voire impossible, de payer cash le mouton du sacrifice, d'autant plus qu'ils recouraient auparavant à l'achat par facilité de paiement. Djamel Mizzi et Mohamed Meliani s'interrogent également sur le manque de liquidité qui se fait sentir ces derniers jours à M'sila et lequel, de leur avis, accroît la difficulté d'acquérir un mouton pour la fête.

L'absence de clients des autres wilayas aggrave la situation

Depuis l'apparition de la pandémie, les éleveurs de M'sila ont cessé de recevoir leurs traditionnels clients qui viennent d'autres wilayas à l'instar d'Alger, Bouira, Boumerdès et Blida. Les éleveurs locaux habitués en cette période à installer des points de vente à travers les cités d'autres wilayas particulièrement Alger, ne l'ont pas fait cette année en raison de la situation sanitaire. Des sources vétérinaires à la Direction des services agricoles (DSA) relèvent que la demande sur les moutons émanant des wilayas voisines est cette année «*quasi-nulle*» du fait du confinement imposé dans les diverses régions du pays. Le confinement partiel décrété dans cinq communes de la wilaya de M'sila, à savoir M'sila, Barhoum, Magra, Sidi Aïssa et Boussaâda, a également sensiblement réduit les échanges et circulation entre ces localités. En dépit de la mévente et de la baisse de la demand, non seulement en cette période de fêtes mais depuis quatre mois, du fait de la fermeture des restaurants et des réfectoires des écoles et des universités, ceux qui se sont empressés d'acheter des moutons auprès d'éleveurs et revendeurs parlent de «*prix fous*». Ils relèvent que le mouton cédé l'année passée à 50 000 DA, coûte actuellement pas moins de 60 000 DA. Cette situation marquée par la baisse de la demande et du renchérissement des prix au lieu de leur chute, trouve sa réponse d'abord dans la cherté des prix des fourrages et leur pénurie, comme avancent chaque année les éleveurs, ensuite dans la persistance de la période de sécheresse qui leur occasionnerait des charges supplémentaires. Le président du bureau de wilaya de l'Association de protection du consommateur, Saâd Bekhti, a quant à lui déclaré redouter une flambée des prix en cas de réouverture des marchés à bestiaux. Il motive ses appréhensions par la préoccupation des éleveurs de réduire leurs pertes conséquentes à la chute de la demande sur les viandes rouges, en augmentant les prix sans argument convaincant, «*si ce n'est le coût élevé de l'élevage*».Dans le Hodna, si certains affichent leur détermination à accomplir le rituel du sacrifice, d'autres craignent de ne pas en être capables financièrement. Toutefois, les deux parties s'interrogent sur le devenir de ce rituel si la situation sanitaire se complique.

W. B.

Formation professionnelle/Covid-19

Neuf wilayas réceptionnent les matières premières pour la confection de masques

Neuf wilayas à travers le territoire national ont réceptionné leurs lots en matières premières nécessaires à la production des masques médicaux de protection contre le Covid-19, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération signée entre le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels et le Forum des chefs d'entreprises (FCE), a indiqué, avant-hier, un communiqué du FCE.

«*Le FCE poursuit l'opération d'approvisionnement des directions de wilaya de la formation et de l'enseignement professionnels en matières premières destinées à la fabrication de masques de protection*», a précisé le FCE dans un communiqué publié sur son compte officiel Facebook. «*Dans le cadre de la contribution aux efforts et au plan des autorités publiques de lutte contre la propagation du Covid-19, neuf wilayas ont réceptionné leurs lots en matières premières, à savoir : Tamanrasset, Illizi, El Tarf, Biskra, El Bayadh, Oum El Bouaghi, Béchar, El Oued et Naâma*», souligne le même communiqué. Cette sixième opération du genre s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération entre le FCE et le ministère de la Formation et de l'enseignement professionnels signée en avril dernier. Cette convention a pour objectif la fabrication de près de 5 millions de masques dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de nouveau coronavirus. Elle vise à garantir un cadre de partenariat permettant aux deux parties de «*conjuguer leurs efforts et fédérer leurs moyens dans la lutte contre la pandémie*», ajoute la même source. Pour sa part, le FCE s'engage à mobiliser les moyens et capacités des entreprises membres de cette organisation patronale pour fournir les centres de formation, à travers le pays, en matière première pour la fabrication des masques de protection. Les masques fabriqués seront distribués aux hôpitaux et centres de santé à travers le territoire national, avait indiqué le ministère de l'Enseignement et de la Formation professionnels.

Lylia D.

Agés de 24 à 35 ans

Une bande spécialisée dans le trafic de stupéfiants démantelée à Bordj Menail

Une bande criminelle, composée de quatre personnes, spécialisée dans le trafic de stupéfiants et de comprimés psychotropes, a été dernièrement mise hors d'état de nuire par les services de la sûreté de daïra de Bordj Menail (Est de Boumerdès), a fait savoir avant-hier la sûreté de wilaya. «*La neutralisation de cette bande criminelle, qui écoulait des stupéfiants et des comprimés psychotropes parmi les adolescents, a été rendue possible grâce à l'exploitation d'informations portant sur l'activité suspecte de ses membres*», a indiqué le responsable de la cellule de communication de la sûreté de la wilaya, le commissaire de police Krimo Touati.

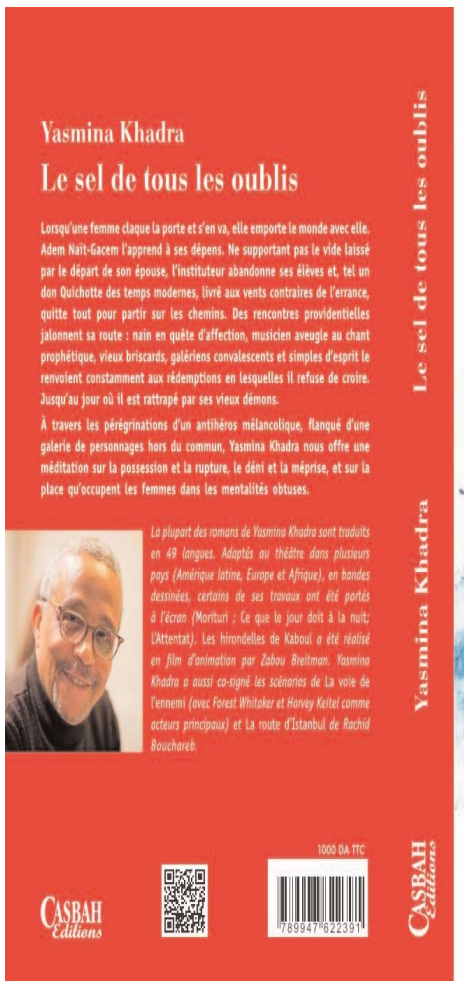
Les investigations menées sur la base de ces informations, ont permis, a-t-il dit, l'arrestation des éléments de cette bande, âgés de 24 à 35 ans, dont certains récidivistes, en plus de la saisie, en leur possession, de près de 500 comprimés psychotropes et d'un montant de près de deux millions de DA, issu de la vente de ces drogues, a-t-il précisé. Les suspects ont été transférés aux services compétents, en vue du parachèvement des procédures légales pour leur présentation devant la justice et leur jugement, a signalé le commissaire de police Krimo Touati.

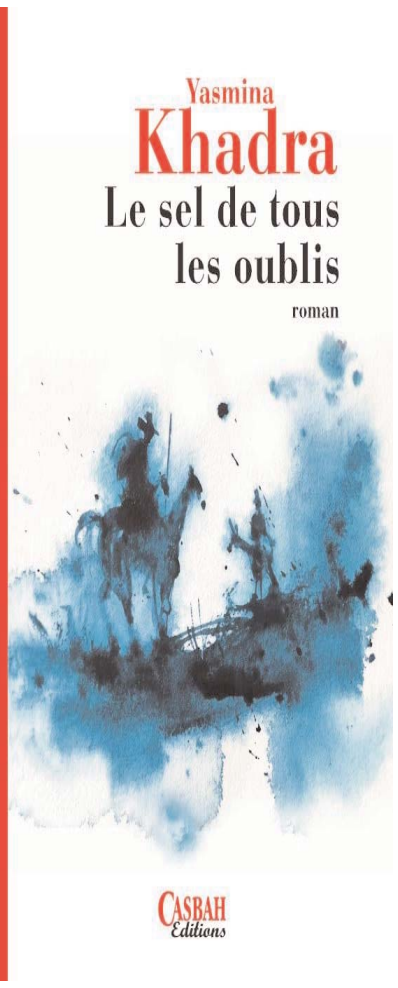
Kamel K.

Bientôt en libraire

«Le sel de tous les oublis», nouveau roman de Yasmina Khadra

Ph/D. R.





Le dernier roman de Yasmina Khadra, «Le sel de tous les oublis», sera dans les librairies le 20 août prochain, annonce l'écrivain sur sa page Facebook. «Le Sel de tous les oublis» sera en librairie simultanément en Algérie (chez Casbah-éditions), en France (Julliard), en Suisse et en Belgique, et dès le mois de septembre au Canada, précise l'auteur.

Par Abla Selles

«*Le sel de tous les oublis*», nouveau roman de l'écrivain Yasmina Khadra, devra paraître bientôt en Algérie et dans plusieurs autres pays, a annoncé l'auteur dans un post sur sa page Facebook.

«*J'espère que vous aurez autant de plaisir à le lire que moi en l'écrivant*», écrit le romancier sur sa page Facebook.

Le roman raconte l'histoire de Adem Naït-Gacem, un instituteur qui ne supportant pas le vide laissé par le départ de son épouse, abandonne ses élèves et se livre aux vents contraires de l'errance, résume l'auteur dans un aperçu publié sur Facebook.

«*Des rencontres providentielles jalonnent sa route, musicien aveugle au chant prophétique, vieux briscards, galériens convalescents et simples d'esprit le renvoient constamment aux rédemptions en lesquelles il refuse de croire. Jusqu'au jour où il est rattrapé par ses vieux démons*», détaille-il encore.

Yasmina Khadra offre «*une méditation sur la possession et la rupture, le déni et la méprise, et sur la place qu'occupent les femmes dans les mentalités obtuses à travers les pérégrinations d'un antihéros mélancolique*». «*Lorsqu'une femme claque la porte et s'en va, elle emporte le monde avec elle*», écrit l'écrivain.

Auteur prolifique, Yasmina Khadra, un des romanciers francophones les plus lus au Maghreb et en Europe, publie depuis plus de 25 ans et compte à son actif une trentaine de romans, traduits dans plus de 40 langues. Écrivain algérien, Yasmina Khadra, de son vrai nom Mohammed Moulessehoul, est un ex-officier de l'armée algérienne.

Ses nombreux livres rencontrent un succès grandissant, comme «*L'Attentat*», retenu par les jurys du Goncourt et du Renaudot en 2005, ou encore «*Les Sirènes de Baghdad*» (2006). Suivent notamment «*Ce que le jour doit à la nuit*» (2009), «*Les anges meurent de nos blessures*» (2013), ou encore «*Qu'attendent les singes*» (2014). Plus récemment, c'est le roman «*Khalil*» (2018) qui a attiré l'attention, relatant les attentats de Paris, en novembre 2015, à travers les yeux de Khalil, kamikaze. En 2011, l'Académie française a décerné à Yasmina Khadra le Grand prix de Littérature Henri Gal, Prix de l'Institut de France, pour l'ensemble de son œuvre. Plusieurs adaptations de ses œuvres ont été faites, notamment au cinéma, au théâtre, mais également en bandes dessinées.

A. S.

Musique chaâbi

L'artiste Abderrahmane Yamouni n'est plus

L'artiste Abderrahmane Yamouni, appelé «Bouadjadj Junior», un des piliers de la chanson populaire «chaâbi» dans la wilaya de Tiaret, est décédé vendredi suite à une infection au coronavirus, a-t-on appris samedi auprès des services de la direction locale se la santé et de la population.

Le chanteur est décédé après détérioration de son état de santé suite à une infection au coronavirus qu'il traitait à domicile depuis environ deux semaines, a-t-on indiqué.

L'artiste Abderrahmane Yamouni était président de l'association «Nassim El Hidhab» et organisateur du Festival de la chanson chaâbi «Layali Tiaret» lors de deux éditions précédentes auxquelles avaient assisté de nombreux chouyoukh de la chanson chaâbi dont Abdelkader Chaou, Mahdi Tamache et Noureddine Benattia.

«*La scène artistique a perdu, avec la mort de l'artiste Yamouni, un des piliers de l'art, de la musique*», a-t-on indiqué à la Direction de wilaya de la culture.

Né en 1963 à Tiaret, Abderrahmane Yamouni était un passionné de la chanson chaâbi depuis sa tendre enfance. Il forma un groupe avec des jeunes de son quartier «Bouabdelli Bouabdelli» de la ville de Tiaret, qui comprenait Mohamed Reda Yahia, les deux frères Haroual Abed et Adda et d'autres encore.

Abderrahmane Yamouni avait une grande admiration pour Maazouz Bouadjadj, son idole, à tel point qu'on le surnomma, sur la scène artistique locale, «Bouadjadj junior». Son groupe reprenait des poèmes de Lakhdar Benkhelouf.

L. B.

Théâtre

Un «Richard III» d'exception en Avignon

A défaut de Festival, Arte propose de (re) découvrir la pièce de Shakespeare dans la mise en scène de Thomas Ostermeier. Le roi d'Avignon, c'est lui. Un roi boiteux, contrefait, à la couronne noire comme le fond de son âme. Richard III, interprété par Lars Eidinger, sous la direction de Thomas Ostermeier, a bien été sacré roi de la cité des Papes lors de la première du spectacle, en juillet 2015, à l'Opéra-Théâtre. Un triomphe comme une évidence, tant ce théâtre-là est à la fois d'une intelligence magistrale et totalement accessible, jouissif et inscrit dans une modernité qui n'a rien de cosmétique.

Comment s'approcher du mystère d'un monstre, qui élimine sans états d'âme tous ceux qui pourraient barrer sa route vers la couronne, se demande le jeune Shakespeare, en 1593, quand il invente ce personnage fascinant entre tous. Le monstre est là en chacun de nous, nous disent Thomas Ostermeier et Lars Eidinger. Par quel mécanisme, par quels chemins tortueux de l'âme un élément de la race humaine fait-il sauter les digues et lâche-t-il en liberté le fauve furieux qui habite en lui ? Voilà Richard III.

Le palais de toutes les intrigues est ici une arène de terre qui s'avance vers le public, devant une simple façade en pisé recouverte d'échafaudages. Richard arrive sur ce champ de bataille du pouvoir et de la politique sans que rien soit masqué de sa difformité. Bossu, tordu. Disgracié, avant même de naître, par sa mère, qui ne voulait pas de lui. Lars Eidinger, avec le génie qui est le sien, joue à plein, de tout son corps puissant et délié, cette image géniale inventée par Shakespeare d'une humanité contrefaite, pas finie. Il fait de Richard le petit frère de son Hamlet, créé ici même, à Avignon, en 2008, et qui depuis a triomphé à travers le monde. Avec lui, Richard est à la fois un enfant perdu, un clown tragique, un comédien qui, à force de jouer à l'ange, ne voit même plus le démon qu'il est sous son masque blanc, tellement épais que son visage en devient méconnaissable.

C. F.

«L'Attaque des titans»

Mort de Haruma Miura

L'ACTEUR japonais de 30 ans a été retrouvé inconscient à son domicile de Tokyo, précise la presse japonaise. Peu connu en France mais très populaire dans son pays, l'acteur japonais Haruma Miura a été retrouvé mort ce samedi à Tokyo, ont annoncé plusieurs médias dont nos confrères du «*Huffington Post Japon*».

Repéré en Europe pour son rôle principal dans l'adaptation du manga «*L'Attaque des Titans*», Haruma Miura jouait aussi bien au cinéma qu'au théâtre. Il était également chanteur.

Selon des sources policières citées par la presse japonaise, le jeune homme a été retrouvé inconscient à son domicile. Transporté à l'hôpital, il n'a pu être réanimé. Ces mêmes sources évoquent la présence d'une lettre de suicide.

En raison des inondations en Chine

Plus de 500 reliques culturelles immeubles endommagées

Plus de 500 reliques culturelles immeubles ont subi des dommages en raison des inondations récentes frappant le sud de la Chine, selon le bilan établi jeudi, a déclaré l'Administration nationale du patrimoine culturel.

Les régions situées le long du fleuve Yangtsé ont subi les dommages les plus graves, a indiqué Song Xinchao, directeur adjoint de l'administration, notant que plusieurs anciens ponts, murs de la ville et bâtiments ont été détruits. Selon M. Song, l'administration a alloué 3,5 millions de yuans (environ 500 000 dollars) aux zones touchées pour les travaux de sauvetage des reliques, en appelant les gouvernements locaux et les départements concernés, ainsi que le public, à soutenir les travaux.

R. I.

États-Unis

Hommages à John Lewis, icône de la lutte pour les droits civiques

■ Icône, héros, géant : les hommages se sont multipliés samedi après la mort, la veille, de John Lewis, militant emblématique de la non-violence et des droits civiques aux États-Unis, ancien compagnon de route de Martin Luther King et membre du Congrès américain depuis 1986, décédé à l'âge de 80 ans.

Par Rosa C.

Ce vétéran de la lutte des Afro-Américains a mené toute sa vie une bataille acharnée contre la discrimination raciale, et a été battu par la police et arrêté à de multiples reprises lors de protestations.

«*Peu d'entre nous vivent pour voir notre propre legs se développer d'une manière aussi remarquable et significative. John Lewis l'a fait*», a réagi l'ancien président Barack Obama. Le démocrate, qui a succombé à un cancer du pancréas, «*aimait tant son pays qu'il a risqué sa vie pour lui*», a-t-il ajouté.

Donald Trump s'est lui dit «*attristé*» par la mort de ce «*héros des droits civiques*», dans un message laconique illustrant le peu d'estime portée à celui qui avait boycotté son investiture en janvier 2017. Le président a aussi ordonné que les drapeaux soient mis en berne sur tous les bâtiments publics, y compris à la Maison-Blanche.

Auparavant, la porte-parole de la présidence, Kayleigh McEnany, avait salué «*une icône*» laissant «*un héritage durable qui ne sera jamais oublié*».

Considéré comme une des voix les plus respectées du pays pour la justice et l'égalité, John Lewis avait malgré la maladie fait son retour à Washington en juin, en pleine tourmente après la mort de George Floyd aux mains de la police à Minneapolis, pour participer à la mobilisation antiraciste du mouvement Black Lives Matter.«*Les vents soufflent, le grand changement arrive*», avait-il déclaré quelques jours plus tôt.

Fils de métayers, ce militant indomptable est devenu à 21 ans un des plus jeunes Freedom Riders (voyageurs de la liberté) qui ont combattu la ségrégation dans le système de transport américain au début des années 1960.

Il était le plus jeune meneur de la marche sur Washington en 1963, au cours de laquelle Martin Luther King a prononcé son fameux discours, «*I have a dream*».

Deux ans plus tard, John Lewis a failli succomber sous les coups de la police sur le pont Edmund Pettus, à Selma, en Alabama, où il menait une marche de plusieurs centaines de militants pacifiques contre la discrimination raciale. Il avait eu le crâne fracturé.

Ph. > D. R.

«*John Lewis est vraiment devenu un géant par les exemples qu'il nous a montrés*», a salué samedi le fils du pasteur King. En 2015, pour célébrer le cinquantenaire de ce «Dimanche sanglant», Lewis avait repassé le pont, main dans la main avec Barack Obama, premier président noir de l'histoire des États-Unis. Les appels se multiplient désormais pour rebaptiser à son nom ce pont, qui rend hommage à un général confédéré et chef local du Ku Klux Klan.

Barack Obama lui avait décerné la Médaille présidentielle de la liberté, la plus haute distinction civile américaine, en 2011.

Son ancien vice-président, le candidat démocrate à la Maison-Blanche, Joe Biden, a indiqué avoir parlé à John Lewis il y a seulement quelques jours.

«*Il nous a demandé de rester concentrés sur le travail qui reste à faire pour guérir cette nation*», a-t-il expliqué.

John Lewis est né à Troy, dans l'Alabama, le 21 février 1940, troisième enfant d'une fratrie de dix. Elevé dans une communauté presque entièrement noire, il a rapidement pris conscience de la ségrégation dans cet État du sud des États-Unis.Il a commencé par organiser des sit-in aux comptoirs des restaurants imposant la ségrégation raciale, et a été arrêté une vingtaine de fois lors de protestations non-violentes, avant de fonder et plus tard diriger le Comité de coordination étudiant pour la non-violence.

R. C.

Commentaire

Crédibilité

Par Fouzia Mahmoudi

Ségolène Royal est cette ancienne ministre française qui occupait, il y a une quinzaine d'années, un rôle central sur la scène politique et médiatique en France et qui est tombée depuis quelques années dans l'oubli, réussissant tout de même ponctuellement à faire parler d'elle dans les médias en usant et parfois abusant de coups d'éclats et de déclarations à l'emporte-pièce dont sont si friands les réseaux sociaux. Celle qui aurait pu devenir la première femme président en France en 2007, n'a pour fait d'armes cette dernière décennie que d'avoir réussi à se faire élire ministre de l'Écologie durant les deux dernières années du mandat de François Hollande. Puis, malgré un soutien très appuyé et très médiatique à Emmanuel Macron durant sa campagne présidentielle de 2017, n'a pu que glaner la fonction «*honorifique*» d'ambassadrice des Pôles qui de toute évidence n'était pas à son goût. En effet, la dernière année avant son renvoi elle avait profité de la contestation des «gilets jaunes» pour tirer à boulets rouges sur le gouvernement et le Président français. Réalisant certainement que rien de plus ne lui viendrait de l'Élysée, elle a décidé de surfer sur la vague et de devenir une porte-parole auto-désignée de la France périphérique. Mais les «gilets jaunes» se voulant foncièrement apolitiques ont tôt fait de doucher ses ambitions de ce côté-là. Plus tard, lors de la réforme de la retraite menée par le gouvernement, elle retente de se positionner sur la scène médiatique en attaquant violemment le Premier ministre d'alors, Édouard Philippe, et Macron, poussant l'Élysée à terminer sa mission diplomatique. Il y a quelques semaines, elle a refait parler d'elle en publiant la vidéo d'un interview lunaire où elle assure qu'en 2022, année de la prochaine élection présidentielle, elle ne se «*dérobera pas à ses responsabilités*» et répondra présente, en se lançant si nécessaire dans la course à l'investiture suprême. Aujourd'hui, ignorée et moquée, elle continue de faire ce qu'elle fait de mieux : critiquer des personnalités politiques pour faire parler d'elle, et cela fonctionne. Celle qui concentre ses critiques cette semaine est la nouvelle ministre de la Culture, Roselyne Bachelot. Dans un message publié sur Twitter, l'ancienne candidate socialiste à l'élection présidentielle de 2007 étrille Bachelot, qui s'est rendue cette semaine au chevet de la cathédrale de Nantes, victime d'un incendie. En réaction à une image de la ministre dans un avion pour le déplacement, partagée par la directrice de communication de Santé publique France, l'ex-ambassadrice des Pôles reproche à Roselyne Bachelot son «*bilan carbone*» et le fait qu'elle ne porte pas de masque, geste barrière contre la propagation de l'épidémie de coronavirus. «*Pour Nantes, il y a le TGV. Faites ce que je dis mais pas ce que je fais*», tonne-t-elle. Depuis plusieurs jours, l'ancienne ministre de l'Écologie affiche ouvertement son opposition au gouvernement sur les réseaux sociaux. Le 17 juillet, elle avait déploré un non-respect du port du masque au cours de la réunion à Matignon entre le Premier ministre, Jean Castex, et les partenaires sociaux. «*C'est pourtant un espace clos. La politique se fait d'abord par l'exemple. S'imposer à soi-même le port du masque qui est enfin demandé à tous et qui aurait dû l'être dès la fin du confinement*», avait-elle lancé sur Twitter. Faute de véritable plateforme, Ségolène Royal utilise ainsi les outils qu'elle a à portée de main pour faire passer ses messages. Malheureusement pour elle, ce qu'elle a à dire n'intéresse plus grand monde et ceux qui l'ont soutenue durant de nombreuses années ont fini par se trouver de nouveaux mentors et de nouveaux candidats, plus crédibles, et surtout capables d'avoir un rôle effectif dans la vie publique française plutôt que sur les réseaux sociaux.

F. M.

RDC

Les défis d'une nouvelle épidémie d'Ébola en terrain difficile

La onzième épidémie de fièvre hémorragique en République démocratique du Congo (RDC) se répand dans la province de l'Equateur (Nord-Ouest), suscitant les premiers signaux d'alarme, avec des craintes sur le montant et l'usage des fonds alloués à la lutte contre le virus.

Depuis le 1er juin, la nouvelle flambée touche la région de Mbandaka, déjà frappée en mai-juillet 2018 par la fièvre hémorragique (54 cas, 33 décès) et connectée par voie fluviale à la capitale Kinshasa, à quelque 600 km à vol d'oiseau.

«*Il y a maintenant 56 cas, ce qui est très préoccupant. Ce bilan dépasse celui de la précédente épidémie dans cette région*», a déclaré, jeudi, la directrice régionale pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Matshidiso Moeti.

Le dernier bilan, vendredi, du ministère congolais de la Santé donnait 58 cas – 54 confirmés et quatre suspects –, pour 22 décès.

Comme à chaque épidémie, l'OMS, premier partenaire du ministère de la Santé, redoute le sous-financement de la «*riposte*», sur fond de «*concurrence*» avec les nombreuses autres maladies qui touche la RDC (Covid-19, rougeole, choléra...).

«*Nous avons moins de deux millions de dollars en caisse*», a commenté un responsable de l'OMS, Fadela Chaib, au sujet de l'actuelle épidémie d'Ébola.

Loin de rester dans les centres urbains, le virus Ébola se répand progressivement. «*Il y a des contaminations dans plusieurs villages*», avance un responsable coutumier, Moraliste Nembetwa, à l'AFPTV, un des premiers médias à pouvoir se rendre sur place.

Entre fleuve Congo et forêt, le terrain est difficile d'accès, en pirogue, en hélicoptère ou en 4X4, sur des ponts construits avec des rondins de bois.

Au cœur de cette zone, à l'hôpital de Bikoro, le médecin Serge Ngalebato recense «*15 cas confirmés*».

L'épidémie touche «*une zone de santé fragile*», énumère-t-il : «*En 2018, nous avons eu l'épidémie d'Ébola. En 2020, l'épidémie de rougeole. Au moment où je vous parle, nous avons enregistré cinq cas de poliomyélite*».

Cette nouvelle épidémie a commencé 23 jours avant la fin proclamée de la 10e épidémie d'Ébola, à plus de 1 000 kilomètres à l'Est, principalement dans la province du Nord-Kivu (Est), déstabilisée par des dizaines de groupes armés.

Avec 2 287 décès pour 3 470 cas, ce fut la deuxième épidémie de fièvre Ébola la plus grave de l'histoire, après celle qu'a connue l'Afrique de l'Ouest en 2014-2016 (plus de 11 000 morts).

Les deux épidémies congolaises n'ont aucune souche virale commune, a indiqué l'OMS.

Championship (45e journée)

Brentford et Benrahma ratent le coche

LA FORMATION de Brentford s'est inclinée, samedi, sur le terrain de Stoke City sur le score de 1-0, en match comptant pour la 45e et avant-dernière journée de Championship (2e div. anglaise de football). Cette défaite, la 1re après 8 victoires de rang, hypothèque grandement les chances d'une accession directe du club de l'attaquant international algérien Saïd Benrahma, qui reste à la 3e place avec un total de 81 points, derrière Leeds (1er, 87 pts) déjà promu en Premier League et West Bromwich Albion (2e, 82 pts). Un seul billet d'accession directe reste donc en jeu, avant la 46e et dernière journée prévue mercredi prochain. WBA recevra les Queens Park Rangers (14es, 57 pts), tout comme Brentford qui évoluera chez lui devant la lanterne rouge, Barnsley (24e, 43 pts). Benrahma (25 ans), qui a joué toute la rencontre, n'a pas réussi à inscrire son 18e but de la saison. A l'issue du championnat, les deux premières équipes iront directement au palier supérieur, alors que les 3e, 4e, 5e et 6e joueront les play-offs d'accession pour l'élite.

Leicester City

La destination Marseille se précise pour Slimani

L'OLYMPIQUE Marseille se présente de plus en plus comme la future destination de l'attaquant international algérien Islam Slimani qui n'entre toujours pas dans les choix de l'entraîneur de Leicester City, Brendan Rodgers, selon le média espagnol «*Todo Fichajes*». «*Dans un premier temps, l'OM avait privilégié la piste de l'attaquant sénégalais du Stade Rennais, Mbaye Niang, qu'il considérait comme le complice idéal pour épauler Dario Benedetto en attaque. Mais devant les importantes exigences financières du club breton, qui a réclamé pas moins de 20 millions d'euros pour céder son prodige, la direction de l'OM se serait rabattue sur Slimani, dont le transfert ne serait estimé qu'à 6 millions d'euros*», a détaillé «*Todo Fichajes*». Toujours selon la même source, le club phocéen et Leicester City seraient «*sur le point de trouver un accord pour le transfert de Slimani*», auteur d'une saison aboutie avec l'AS Monaco, où il a évolué en prêt, avec notamment 9 buts et 7 passes décisives en 18 matchs de Ligue 1. Slimani (32 ans, 68 sélections, 27 buts) est le meilleur buteur de la sélection algérienne en activité.

MC Oran

Cherif El Ouezzani propose Benmimoun au poste de président «à titre provisoire»

LE DIRECTEUR général du MC Oran, Si Tahar Cherif El Ouezzani, a indiqué samedi qu'il souhaitait introniser l'ancien attaquant du club, Lahbib Benmimoun, à la tête du Conseil d'administration de la société sportive par actions (SSPA) du club de Ligue 1 de football, «*mais seulement à titre provisoire*». «*Comme le poste de président du Conseil d'administration est vacant depuis un peu plus d'une année, cette situation est en train de porter préjudice au club, contraint de fournir, dans les meilleurs délais, des documents importants à la direction de contrôle de gestion et des finances pour bénéficier de la licence professionnelle*», a déclaré l'ancien international. «*L'élection d'un nouveau président devient une urgence. Et face aux divergences qui subsistent toujours au sein de l'assemblée générale des actionnaires, j'ai proposé Benmimoun, qui est un enfant du club et membre du Conseil d'administration, pour présider le MCO à titre provisoire, et ce, le temps de débloquer la situation sur le plan administratif*», a-t-il ajouté. Face au risque de voir le club phare de la capitale de l'Ouest du pays privé d'une licence professionnelle, les autorités de la wilaya d'Oran ont organisé dernièrement une série de rencontres avec les actionnaires de la SSPA du club pour les sensibiliser sur la nécessité de tenir dans les plus brefs délais une assemblée générale à même de remettre de l'ordre dans la maison. Cette situation a coïncidé avec l'expiration du mandat de Cherif El Ouezzani, désigné au poste de directeur général en juin 2019, pour pallier la vacance du poste de président, rappelle-t-on. L'intéressé attend d'ailleurs que les membres du Conseil d'administration lui prolongent son mandat pour continuer à gérer les affaires courantes du club, et défendre les intérêts de ce dernier «*surtout auprès de la Chambre de résolution des litiges, à laquelle recourent certains joueurs pour réclamer leurs salaires*», a-t-il dit.

Djamel Belmadi, sélectionneur national

«Il fallait être ambitieux en Egypte»

■ Le coach national, Djamel Belmadi, a accordé une interview au site FAF.com, dont la première partie a été diffusée hier, et où il est revenu sur le parcours de ses troupes lors de la CAN 2019, remportée en Egypte après un tournoi des plus difficiles.

Par Mahfoud M.

Belmadi parle de la consécration africaine

Ph. > D. R.

De prime abord, le coach des Verts s'exprimera sur cette période difficile que vit le pays, ainsi qu'une majorité des pays au monde, avec la crise sanitaire et la propagation du Covid-19 qui a tout paralysé, avouant que cela a fait changer complètement ses plans, surtout avec l'annulation de trois stages qui étaient programmés dans des dates-FIFA (mars, juin et fin août-début septembre). Belmadi se désole de cela, surtout qu'il était prévu que l'Algérie affronte une bonne équipe pour un match amical de prestige comme ce fut le cas avec le match face à la Colombie. «*On pensait affronter une équipe européenne qui nous donnerait l'occasion de connaître notre valeur*», expliquera Belmadi qui estime quand même que cela pourra être reporté. Belmadi avouera que le report de ces matchs lui a permis, à lui et ses adjoints, de passer à autre chose et de voir beaucoup de matchs disputés par l'EN pour analyser le jeu de tout le monde, de voir à l'œuvre les joueurs de la sélection dès la reprise de certains championnats européens, en plus d'autres éléments méconnus. Revenant à la consécration des Fennecs, après une année de ce sacre africain inoubliable, le coach national expliquera qu'il s'était mis une pression avant le déroulement de cette compétition qu'il estimait utile, pour se concentrer sur ce tournoi. «*Il fallait être ambitieux avec l'idée que rien ne pouvait nous arrêter et qu'il fallait faire oublier la CAN 2017 où on était partie beaucoup plus pour faire de la figuration*», a-t-il souligné, tout en ajoutant qu'il avait affranchi les joueurs pour les préparer à cet objectif qu'il s'était fixé de jouer à fond pour décrocher le titre ou à défaut aller le plus loin possible. Il se dira fier du résultat à la fin avec ce trophée, surtout avec l'arrivée de l'équipe en Algérie et le grandiose accueil par le peuple qui reste inoubliable. Pour ce qui est des choix des joueurs qui se devaient de disputer cette CAN, Belmadi dira qu'il en était convaincu, surtout qu'étant sélectionneur le choix lui revenait de prendre avec lui les éléments les plus aptes à se donner à fond avec les Verts. Pour ce qui est du fait qu'il était rapidement dans le bain, il dira que cela n'était pas nouveau pour lui et qu'il s'adaptait facilement à toute situation comme cela a été le cas avec les clubs qataris qu'il a entraînés et la sélection de ce petit du Golfe. Sa relation avec les joueurs, il la conçoit comme une relation entre frères d'une même famille, car il lui fallait bâtir une certaine confiance et les responsabiliser. «*Quand on voit ce qui s'est passé avec Brahimi qui a accepté d'être relégué à un second plan, car il était en concurrence avec Belaïli qui était plus en forme, on se rend compte qu'il s'agissait d'une famille. La même chose peut être dite de Slimani qui bien qu'il soit en course pour être le buteur historique de l'EN, a accepté la concurrence avec Bounedjah et Delort*», avouera le sélectionneur des Verts.

M. M.

Après la demande formulée par la FAF

Le MJS refuse d'autoriser l'organisation d'une AGEx

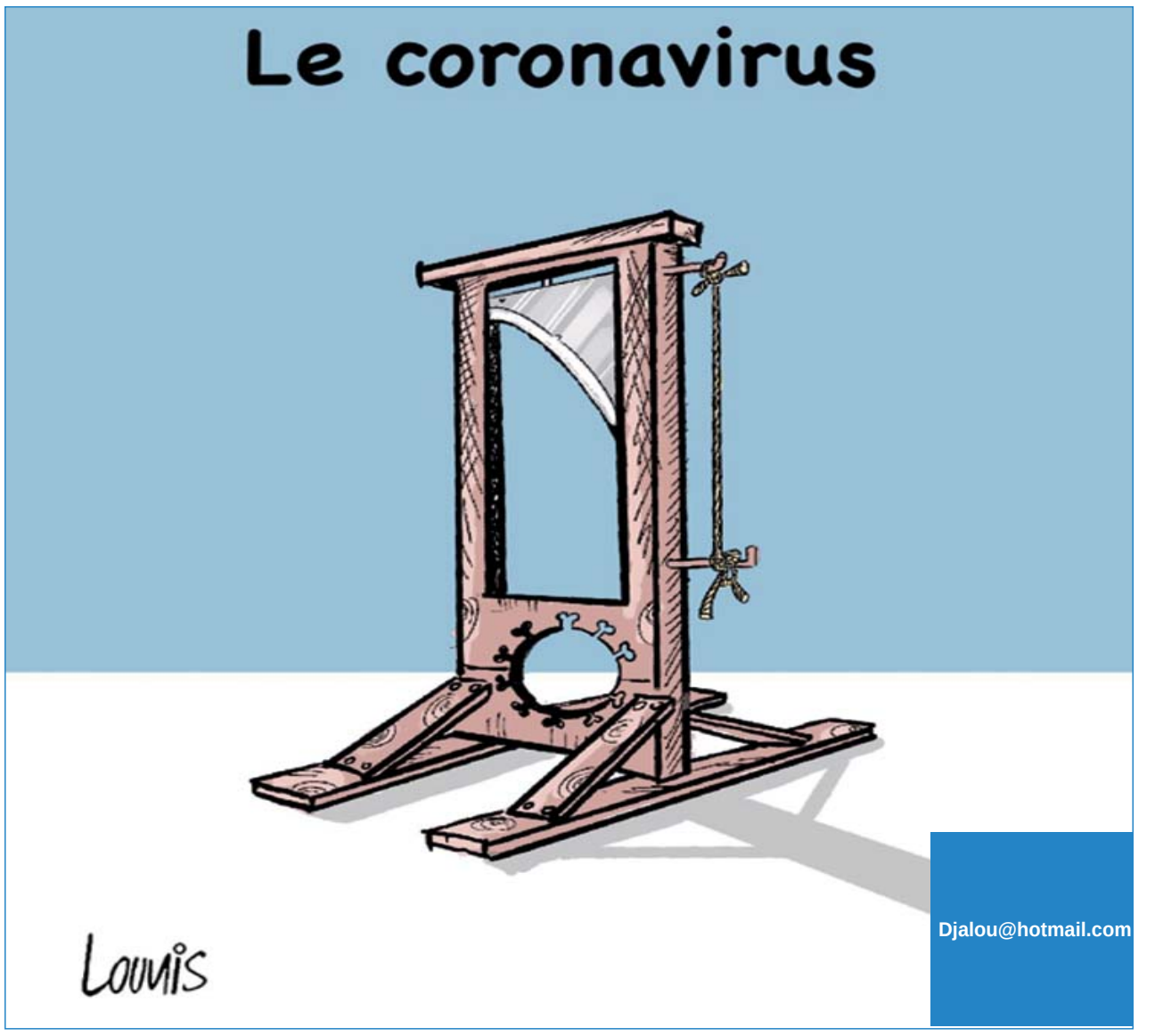
Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a émis une fin de non-recevoir à la demande de la Fédération algérienne de football (FAF) d'organiser une assemblée générale extraordinaire (AGEx) pour se prononcer sur l'avenir des compétitions, suspendues depuis mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), considérant que ce procédé ne figurait pas dans les statuts de l'instance fédérale. La réponse de la tutelle est venue samedi soir dans une lettre adressée à la FAF, dans laquelle elle souligne que «*la Fédération algérienne de football a sollicité le déroulement d'une AG ordinaire en session extraordinaire ! C'est une invention réglementaire mais aussi une improvisation* (dribble)». Et d'ajouter : «*Si l'objectif consiste à organiser une AG ordinaire, les statuts de la FAF fixent avec précision les conditions de son déroulement. Mais si l'objectif consiste à organiser une AGEx, l'alinéa 6 de l'article 29 des statuts de la FAF fixe également avec précision les trois cas relatifs à une session extraordinaire, à savoir : le changement de lieu du siège de la FAF, la modification des statuts et la dissolution de la FAF*». Le ministère souligne que si «*le but de cette demande est d'organiser une large consultation avec tous les acteurs du football national, cette consultation reste possible, sans toutefois porter atteinte aux statuts particuliers de la FAF*». Le MJS a rappelé dans la même lettre qu'il avait annoncé ne pas autoriser «*pour le moment*» la reprise des compétitions, en application des directives du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus. Le Bureau fédéral de la FAF a décidé mercredi dernier de convoquer une AGEx pour se prononcer sur l'avenir des compétitions. L'instance fédérale veut soumettre à l'AG trois propositions dans le cas où cette dernière viendrait à valider l'arrêt définitif de la compétition. La première consiste à décréter une saison blanche, la seconde de figer le classement à la dernière journée jouée pour tous les paliers et consacrer les champions, promus et relégués, et la troisième de désigner les champions et les promus, mais pas les relégués.

M. M.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com



Lutte contre le Covid-19 à Béjaïa

Des dons offerts aux hôpitaux

LA CELLULE de crise et de lutte contre le Covid-19 de la wilaya de Béjaïa a reçu, ces derniers jours, d'importants dons de la part des bienfaiteurs. Il s'agit d'«*un don de 500 kits d'extraction du virus Covid-19 et 380 kits de prélèvement*», a indiqué la cellule de communication de la wilaya qui a fait observer que «*ces kits ont été acheminés vers le laboratoire d'analyses de la faculté de médecine du l'Université Abderrahmane-Mira de Béjaïa*». Ces dons interviennent au moment où le Covid-19 fait un rebond et les hôpitaux de la wilaya ont un besoin absolu de ces moyens, d'autant qu'ils sont saturés. La même source souligne qu'«*un quota de 2 500 kits d'extraction du virus, 2 000 kits de dépistage et une quantité importante de matériel consommable médical ont été acquis sur le budget de la wilaya au profit du laboratoire du CHU de Béjaïa et celui de la faculté de médecine*». Et de souligner qu'«*une commande a été effectuée par la wilaya pour l'acquisition de deux automates capables de réaliser des tests de dépistage à grande échelle*», a-t-on indiqué. Les dons ont été transmis via Cheikh Sediki Boubekeur, membre de l'association humanitaire d'entraide. De son côté, la Fondation Zinedine Zidane a encore apporté son aide aux hôpitaux de la wilaya et plusieurs autres du pays. Elle a offert deux kits de respiration artificielle au CHU de Béjaïa et distribué plus d'une dizaine de kits de respiration artificielle en faveur de plusieurs hôpitaux des wilayas du pays. Notons que «*2 342 cas atteints de coronavirus ont été reçus au niveau des hôpitaux de la wilaya depuis le début de la pandémie, dont 1 176 ont été confirmés par test*», selon les déclarations du DPS rapportées par radio Soummam. Parmi les personnes admises dans les hôpitaux, on dénombre 75 décès, mais la majorité de ces cas sont déclarés guéris. Avant-hier, 269 cas de Covid-19 ont été enregistrés alors que d'autres sont suspectés être porteurs du coronavirus. Au moins 17 communes sont sérieusement touchées par cette pathologie.

H. Cherfa

Tunisie

Arrestation d'un «terroriste qui planifiait une attaque»

LE MINISTÈRE tunisien de l'Intérieur a annoncé, dans un communiqué rendu public hier, l'arrestation d'un «*élément terroriste dangereux*» qui planifiait une «*attaque contre une unité sécuritaire*», a rapporté l'agence de presse TAP.

«*Grâce à une étroite coordination entre les services de renseignement et les différentes unités sécuritaires intervenantes, un élément, appartenant au groupe terroriste autoproclamé ''Etat islamique''* (El/Daech) *a été arrêté*», précise le ministère.

«*Une enquête approfondie a permis de confirmer que cet élément a bénéficié d'une formation dans la fabrication des explosifs et a œuvré à procurer les composantes nécessaires afin de réaliser son plan, à savoir mener une attaque contre une des unités sécuritaires*», a ajouté le communiqué.

N. B.

Accidents de la circulation

8 morts et 183 blessés en 24 heures

HUIT PERSONNES ont trouvé la mort et 183 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 24 heures, selon un bilan établi, hier, par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Chlef avec deux morts et trois blessés, suite au renversement d'un véhicule léger qui a chuté dans un oued sur la route nationale n° 19 à Ténès, précise la même source.

Par ailleurs, les plongeurs de la Protection civile de la wilaya d'Annaba sont intervenus pour l'évacuation d'une jeune fille âgée de 21 ans, décédée par noyade à la plage Sidi Salem, dans la commune d'El Bouni.

A Tamanrasset, l'intervention des éléments de la Protection civile a permis d'évacuer vers l'hôpital local deux personnes égarées, âgées respectivement de 69 et 44 ans, retrouvées mortes à 80 km de la commune d'Ain Salah.

M. N.

Tizi Ouzou

L'auteur de l'assassinat d'un mineur arrêté

■ *Les services de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou viennent d'élucider une affaire liée au meurtre d'un mineur. Les faits remontent au 5 juillet dernier, quand la mortd'un mineur (18 ans) est déclarée suspecte au niveau de la polyclinique de Tadmait (17 km à l'ouest de Tizi Ouzou).*

L'enquête menée par les éléments de la sûreté urbaine de Tadmait a permis «*en un temps record, l'identification et l'arrestation de l'auteur de cet homicide, A. R., âgé de 28 ans, demeurant à Tadmaït, daïra de Draâ Ben-Khedda, ainsi que ses trois complices*», précise un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya rendu public hier. «*Une procédure judiciaire a été instruite à leur encontre pour homicide volontaire, détournement de mineur de moins de 18 ans, acte contre nature, violences et incitation de mineur à la débauche*», ajoute la même source. Présentés au parquet de Tizi-Ouzou le 9juillet dernier, «*l'auteur principal a été mis en détention préventive et ses trois complices placés sous contrôle judiciaire, l'un pour détournement de mineur et les deux autres pour non dénonciation de crime*», conclut le même communiqué.

Le délai de participation au concours du village le plus propre prolongé au 1er août

Le délai de participation au concours du village le plus propre à Tizi Ouzou vient d'être prolongéau 1er août prochain, a annoncé, hier, l'Assemblée populaire de la wilaya, organisatrice de la manifestation. Seuls 58 villages ont déposé leur dossier de participation au 15 juillet dernier, et la prorogation du délai a été prise afin de permettre à d'autres villages, notamment les 32 ayant retiré le formulaire de candidature sans pouvoir finaliser leur dossier à la date limite d'inscription initiale à ce concours, d'y participer. La crise sanitaire liée au Covid-19 n'a pas facilité la tâche aux villageois pour être fin prêts, bien qu'ils soient de plus en plus nombreux à procéder à des opérations de nettoyage et d'embellissement de leurs villages à la faveur du confinement sanitaire. Le prolongement du délai de participation à ce concours est le bienvenu pour de nombreux villageois.

Des contrevenants aux mesures anti-Covid-19 verbalisés

Des contrevenants aux mesures de lutte contre la propagation du nouveau virus corona ont été verbalisés la semaine écoulée par les éléments de la sûreté de daïra de Tigzirt (35 km au nord de Tizi Ouzou). «*Sept procès-verbaux de constat d'infraction aux mesures de lutte contre le Covid-19* (distanciation sociale et port de la bavette) *ont été dressés par les éléments de la sûreté de daïra de Tigzirt*», a indiqué hier la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Lors de la même descente policière ayant ciblé des lieux connus pour être suspects, tels que le port, les ruines romaines, la Grande plage, rue 11-Décembre et autres, un individu en possession de deux fusils harpon détenus illégalement, et un autre en possession d'une arme blanche de 6e catégorie ont été arrêtés, toujours selon la même source.

Alimentation en eau potable/ Réalisation de nouveaux forages et réhabilitation des conduites

Le secrétaire général du ministère des Ressources en eau, Kamel Mihoubi, a assisté, hier à Tizi Ouzou, à une réunion consacrée à l'évaluation de la distribution de l'eau potable au profit des populations de la wilaya, à l'effet de cerner les manquements et définir le plan de leur prise en charge. Le représentant du ministère s'est engagé à lancer dans l'immédiat plusieurs opérations visant à améliorer la distribution d'eau potable, dont la réalisation de nouveaux forages et la réhabilita tion des conduites d'alimentation.

Lors de la réunion tenue au siège de la wilaya avec les autorités locales, la relance de la réalisation des principaux projets structurants inscrits à l'indicatif de la wilaya a été abordée afin de mettre fin aux perturbations récurrentes à chaque période estivale que vivent les populations de la région, à savoir les barrages de Souk T'latha et Sidi Khelifa. A noter que la commission ministérielle conduite par le SG du ministère des Ressources en eau a été dépêchée à Tizi Ouzou, suite aux récentes perturbations de l'alimentation en eau potable de nombreuses communes, dont certaines ne sont desservies qu'une fois tous les 10 jours, voire plus.

Hamid M.